



Sakchai Lalit / AP / Sipa

Birmanie

#### AUX COMMANDES

Le général Min Aung Hlaing cumule à présent tous les pouvoirs. À 75 ans, la dirigeante Aung San Suu Kyi a de nouveau perdu sa liberté. Ci-contre, manifestation devant l'ambassade de Myanmar à Bangkok, le 1<sup>er</sup> février.

# LES GÉNÉRAUX REFONT LE COUP (D'ÉTAT)

À la longue, oubliant ses quinze années de résidence surveillée, les humiliations et les tentatives d'assassinat, Aung San Suu Kyi avait fait mine de trouver « plutôt gentils » les généraux birman, ses anciens tortionnaires. C'était en 2018, lors d'un discours prononcé à Singapour. Certains s'étaient pris à penser que plus rien ne pourrait entraver le fragile processus démocratique engagé *mezza voce* en 2012, puis plus franchement en 2015 après un demi-siècle de dictature militaire.

Aujourd'hui, comme quelques-uns des cadres de son parti, la Ligue nationale de la démocratie (LND), Daw (madame) Suu est détenue quelque part dans Nay Pyi Taw, capitale bâtie de toutes pièces au centre du pays. Contestant les résultats des législatives du 8 novembre 2020, lesquelles avaient confirmé la suprématie de la LND à l'Assemblée et au Sénat, les chefs de Tatmadaw (les forces armées birmanes) avaient ouvertement annoncé leur intention de reprendre le pouvoir par la force.

Les observateurs les plus optimistes pariaient sur des dissensions parmi les militaires. Peine perdue. L'état d'urgence a été instauré pour un an, et le général Min Aung Hlaing, numéro un de Tatmadaw,

cumule désormais tous les pouvoirs. À 75 ans, l'ancienne dissidente et prix Nobel de la paix 1991 devenue « *conseillère de l'État* » en 2016 – en clair la chef de gouvernement – perd à nouveau sa liberté. Du coup, elle retrouve, sinon la considération, du moins le soutien de la plupart des grandes capitales. Icône planétaire déchu en raison de son refus de condamner nettement les massacres des musulmans et apatrides Rohingyas, Aung San Suu Kyi restait le point de ralliement d'une immense majorité de Birmans. C'était vrai pour les Bamas, l'ethnie dominante, mais aussi dans plusieurs États sécessionnistes contestant le pouvoir central de Rangoon, qu'il soit incarné par les militaires ou leurs opposants civils de la LND. Revenue aux affaires, la junte pourra à nouveau s'occuper en toute quiétude des siennes, lesquelles, de l'exploitation pétrolière à l'immobilier en passant par des trafics moins licites, ont toujours été florissantes et réalisées avec le concours actif de plusieurs banques de la région. Au mois de juin, pour cause de crise sanitaire, le gouvernement avait revu à la baisse les dotations de plusieurs ministères, dont celui de la Défense. Manifestement les galonnés n'ont pas aimé... ■ ALAIN LÉAUTHIER

## IL A OSÉ LE DIRE

« Le fardeau pour les générations futures, ce sont les politiques d'austérité et les privatisations, pas la dette publique. »

ÉRIC BERR, économiste, *Libération*, le 1<sup>er</sup> février 2021

## PRENONS-LES AU MOT

### « CONTROVERSÉ » NE FAIT PLUS DÉBAT

Le mot « controversé » signifie « qui fait l'objet d'une controverse, contesté, discuté ». Controverse, emprunté au latin *controversia* (« discussion, débat »), est formé à partir de *contra* (« contre ») et *versus* (« tourné »), littéralement « tourné vis-à-vis [de] », d'où le sens de « discussion argumentée ». L'adjectif « controversé » est pourtant souvent connoté négativement dans les médias. Le 28 janvier, *le Figaro* titrait : « Didier Raoult : "C'est mieux de ne pas confiner, on va rendre tout le monde fou" ». Le journal précisait dans son chapeau, comme pour prévenir les critiques : « Le professeur controversé estime que les restrictions sanitaires ne jouent pas de "rôle" dans l'épidémie. » Dans une société qui a peur de tout ce qui ne fait pas consensus, mieux vaut être prudent et ne pas laisser entendre qu'on pourrait cautionner de tels propos. Il y a deux semaines, *l'Obs* titrait « Xavier Gorce et ses pingouins quittent le Monde après un dessin controversé sur l'inceste ». Loin d'ouvrir le débat, le dessin en question a conduit la direction du Monde à présenter ses excuses et à affirmer que ledit dessin « n'aurait pas dû être publié ». « Controversé » serait-il synonyme d'« indéfendable » ? On peut le croire, puisque, dans un autre article de janvier intitulé « Après les licenciements à Canal+, Roselyne Bachelot défend la parodie », *le HuffPost* écrit : « Les journalistes de France Info interrogent la ministre de la Culture sur la ligne éditoriale de CNews, chaîne d'info du groupe Canal+, où officient des figures controversées. » Le sous-entendu est inquiétant. Une bonne chaîne d'info serait donc une chaîne d'info sans controverse, c'est-à-dire sans débat contradictoire ? Décidément, on n'arrête pas le progrès. □ SAMUEL PIQUET